

ACTION URGENTE

EXTÉRIEUR – TÉLÉPHONE – TÉLÉTYPE 21/05/97

EXTRAIT 20/97

"Avertissement: Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

CRIMES DE TORTURE / PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE MÉDICAL

TIMOR ORIENTAL

Tomas Caiwaré (55 ans) ; Francisco Ximénes (28 ans) ; Celestino Jeronimo, Armindo Soares (50 ans), Gaspar Pinto (19 ans), José Estinho Orlandor (19 ans), Evangel Menezes (22 ans), Francisco Jesus (18 ans), Armendo (25 ans), Paulo (28 ans), Paulo Soares (27 ans) ; Adelino (27 ans) ; José Estinho da Silva (19 ans) ; Gaspar (18 ans) ; Teacico (20 ans) ; Napoleão Amaral (27 ans) ; Luis (27 ans) ; Luis (20 ans) ; Domingos Pinto (22 ans) ; Eduardo Amaral (20 ans) ; Alberto (16 ans) ; Luis Pinto (16 ans) ; José Estinho (19 ans) ; Raimundo (25 ans) ; Mau-Meta (15 ans) ; Luis Gama (20 ans) ; Paulo (20 ans) ; Egas (20 ans) ; Paulo Alves (28 ans) ; Gaspar (18 ans) ; Malças (25 ans) ; Moisés (19 ans), Luis (26 ans) ; Francisco Rangel (25 ans)

Londres, le 15 février 1997

Au moins 33 Timorais de l'Est ont été arrêtés dans le district de Viqueque (Timor oriental) au cours de la semaine qui vient de s'écouler. Détenus par l'armée, ils risquent manifestement d'être torturés et maltraités. L'un d'entre eux aurait été blessé par balle.

Arrêtés le 7 février 1997, Tomas Caiwaré et Armindo Soares seraient actuellement détenus dans un poste militaire à Darabai, près d'Uatulari (district de Viqueque). Trente autres personnes arrêtées le lendemain seraient quant à elles détenues dans l'enceinte du Komando Distrik Militar (KODIM, commandement militaire de district) de Viqueque. On ignore si les détenus ont pu entrer en contact avec un avocat indépendant. La plupart d'entre eux semblent être originaires de Macadique, dans le district de Viqueque.

Les militaires auraient également tiré sur pas moins de quatre personnes, parmi lesquelles Luis, qui a été arrêté le 10 février après avoir été blessé par balle. Son lieu de détention demeure inconnu et on ne sait pas s'il a pu recevoir des soins médicaux. Selon certaines sources, Francisco Rangel, l'un des trois autres personnes blessées par les militaires, aurait succombé à ses blessures.

On ignore pour quelles raisons précises l'armée a ouvert le feu sur ces personnes et procédé à ces arrestations. Il semble cependant que ces faits soient liés aux troubles que connaît actuellement le district de Viqueque.

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de toutes les personnes qui se trouvent entre les mains des militaires. Elle s'inquiète également des informations selon lesquelles, pour rétablir l'ordre, les autorités militaires ont tiré des coups de feu, blessant plusieurs personnes et provoquant, semble-t-il, la mort d'une d'entre elles.

Selon des sources non confirmées, d'autres arrestations auraient eu lieu dans cette région.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Timor oriental, les autorités n'hésitent pas à recourir à la force, frappant sur les civils et faisant usage de leurs armes à feu, pour réprimer les troubles, notamment les manifestations pacifiques en faveur de l'indépendance. Les Timorais de l'Est détenus par l'armée ou par la police risquent toujours d'être torturés ou maltraités, en particulier au cours des interrogatoires. La police et l'armée passent souvent outre les garanties contre la torture et autres violations des droits des détenus contenues dans le Code de procédure pénale indonésien. Il arrive souvent que les détenus ne soient pas autorisés à consulter un avocat ni à communiquer avec leur famille, ce qui augmente encore le risque qu'ils soient torturés ou maltraités.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/télex/aérogramme/lettre par avion/fax (en bahasa indonésia ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à communiquer le lieu de détention de Luis et à garantir qu'aucun des 33 détenus ne sera torturé ni maltraité ;
- demandez aux autorités de veiller à ce que tous les détenus soient autorisés à communiquer immédiatement avec un avocat indépendant et avec leur famille, et à recevoir des soins médicaux ;
- invitez les autorités à faire connaître précisément les charges retenues contre toutes les personnes arrêtées dans le cadre des troubles qui auraient eu lieu dans la région de Viqueque.

APPELS À :

Commandant de la région militaire IX / Udayana (qui comprend Bali, Lombok, Nusa Tenggara et le Timor oriental)
Major Général Rivai
Pangdam IX / Udayana
Markas Besar KODAM IX / Udayana
Denpasar, Bali
Indonésie
Télégrammes : Pangdam IX, Udayana, Denpasar, Bali, Indonésie
Formule d'appel : Général, (si c'est une femme qui écrit) ou Mon Général, (si c'est un homme qui écrit)

Commandant en chef des Forces armées (ABRI)
Général Fzisal Tanjung
Panglima ABRI
Markas Besar ABRI
Jalan Medan Merdeka Barat No 13
Jakarta Timur, Indonésie
Fax : 6221 36 1471 / 35 6404
Formule d'appel : Commandant, (si c'est une femme qui écrit) ou Mon Commandant, (si c'est un homme qui écrit)

COPIES À :

Commission nationale des droits de l'homme
Komisi Nasional Hak Asasi Manusia (Komnas HAM)
Alex Refialy SO
Jalan Dr Antonio de Carvalho
Dili, Timor oriental (Indonésie)

Ministre des Affaires Étrangères
Ali Alatas S.H.
Menteri Luar Negeri
Jalan Medan Taman Djambon No.6
Jakarta, Indonésie
Fax : 6221 360 515/380 5511/545 7782/724 5354

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 MARS 1997, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -